



Un mois après G. DARMANIN pour le ministère des comptes et de l'action publique, le comité technique ministériel budgétaire ayant été repoussé, les

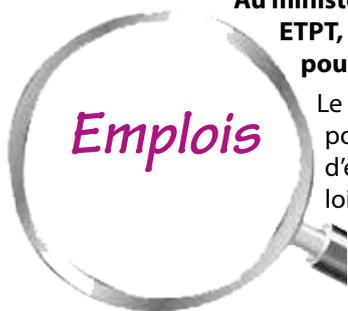
premiers éléments repris dans le PLF 2020 ont été communiqués aux fédérations des Finances par la secrétaire d'État Agnès PANNIER-RUNACHER, en l'absence de Bruno LE MAIRE.

En introduction à sa présentation, la secrétaire d'État a cité en modèle de réformes :

- La « transformation » de la DGE qui perd encore 152 ETPT pour 2020 dont 135 pour le réseau. Après tout, comme l'a souligné la secrétaire d'État, on doit être « en écoute des besoins de nos usagers qui sont des entreprises » Et les besoins des citoyennes et des citoyens ? Les agent.e.s qui « restent sur le carreau » apprécieront, n'en doutons pas !
- La revue des missions des DIRECCTE, elles aussi éparpillées façon puzzle.

Bref, des exemples pour le gouvernement, mais qui n'en sont ni pour **Solidaires Finances**, ni pour les personnels ! **Solidaires Finances** a dénoncé la dégradation des conditions de travail à Bercy, et la colère qui monte dans certaines directions.

Au ministère de l'économie, on passe de 4 802 ETPT en 2019 à 4 610 ETPT, soit une baisse de 282 ETPT, particulièrement marquée pour la catégorie B.



Le plafond d'emplois autorisés passe désormais à 12 366 ETPT pour le ministère. La secrétaire d'État a minimisé cette baisse d'effectif, moindre que celle des années précédentes, sans vouloir reconnaître que ces coupes claires ne font que s'ajouter les unes aux autres et dégradent fortement les conditions de travail des personnels et l'exercice des missions.

Dans les pôles 3 E, sur 417 agent.e.s concerné.e.s, 87 sont toujours sans solution, la plupart souhaitant aller dans des directions territoriales de Bercy. La DGE reconnaît que l'objectif de trouver un reclassement avant la fin d'année sera difficile à l'atteindre.

A noter que 28 emplois sont transférés vers l'Agence nationale de cohésion des territoires.

Solidaires Finances a ouvert son intervention sur la situation à Rouen, suite à l'incendie de l'usine LUBRIZOL qui met en évidence l'importance des missions de l'État dans le contrôle et la surveillance des installations présentant des risques d'incendie, d'explosion, des rejets et d'émissions polluants, des dangers sanitaires et environnementaux.

Il existe 1 300 sites SEVESO en France : 700 sont classés « seuil haut » comme LUBRIZOL. Pour contrôler ces sites et les 500 000 autres installations il ne reste que 1 200 inspecteurs.trices.

Le retour d'expérience des trop nombreux accidents des lieux de stockage et/ou transformation de substances dangereuses démontrent – y compris aujourd'hui – que les préconisations organisationnelles et la communication des consignes de sécurité à la population sont peu respectées. Elles sont pourtant définies sur la plaquette des bons réflexes remises à la population avoisinante.

Au-delà, le rôle des CHS-CT revêt toute son importance dans le cadre de la protection des agents qui est aujourd'hui amené à fusionner avec les CT lors de la création des CSA dans la cadre de loi de la transformation de la Fonction publique. Comment s'articuleront les politiques ministérielles concernant les conditions de travail des agents dans les prochains mois ?

La secrétaire d'État s'est engagée à ce que les agents du ministère fassent l'objet d'un suivi. Elle a également rendu hommage aux collègues des DREAL qui sont intervenus sur le site.



Pour **Solidaires Finances** cette audience se tient dans un contexte budgétaire de baisse des moyens pour l'ensemble des directions des ministères de Bercy et un contexte social marqué par des mobilisations dans plusieurs directions notamment à la DGFiP et aux Douanes.

Aussi **Solidaires Finances** alerte sur le devenir des missions de l'ensemble des administrations qui assurent un rôle majeur pour l'État et les citoyens. Les missions de contrôle se tournent de plus en plus vers les auto-contrôles, la protection des populations au regard des questions environnementales et de santé publique sont de plus en plus mise à mal faute de moyens suffisants.

Ainsi le cap de ce gouvernement est maintenu, réduire en une portion congrue la place du service public de façon générale pour laisser la place aux externalisations, transferts ou privatisations de missions qui se généralisent. Elles touchent et toucheront de plein fouet la majorité des missions des différentes directions et services de Bercy, y compris en administration centrale.



L'exemple de la DGCCRF a bien montré l'étendue de la duplicité ministérielle : la secrétaire d'État annonçant 10 suppressions d'emplois. Bref un « allègement des suppressions d'emploi »... auxquelles il faut ajouter le transfert de 40 ETPT vers le ministère de l'Intérieur pour les secrétariats généraux communs. On connaissait $E=mc^2$, on a désormais $10=50$!

A propos des « transferts », la secrétaire d'État a annoncé que ne pourraient rester à la DGCCRF que celles et ceux qui ont « envie » de travailler sur des missions CCRF, celles et ceux qui préfèrent les fonctions support étant invité.e.s à suivre leurs missions plus que le statut.

Le secrétariat général va étudier la faisabilité de prendre des arrêtés de restructuration pour les SGC ainsi que dans le cadre de la fermeture du département microbiologie de laboratoire de

Massy. **Solidaires Finances** va bien entendu suivre attentivement ces dossiers !

Solidaires Finances a rappelé son opposition aux privatisations, externalisations et délégations de Service Public, pour la Sécurité Sanitaire des Aliments et les missions d'intérêt général, pour lesquels le statut est garant de la neutralité des enquêtrices et enquêteur et de l'égalité de traitement.

Mais pour la secrétaire d'État, lorsque les contrôles sont repérables, la délégation des contrôles ne remet pas en cause l'égalité de traitement de l'utilisateur. Et ce serait nous les idéologues ?

La DGCCRF : va concentrer son action sur lutte contre la fraude économique, la secrétaire d'État citant en exemple la loi Egalim, le secteur de la rénovation énergétique, ainsi que les enquêtes complexes en fraude conso (Leclerc, obsolescence programmée).

Solidaires Finances a renouvelé sa demande de baisser le nombre de contrôles dans le cadre de l'enquête TN 21 LG relatives aux offres promotionnelles dans le cadre de la loi Egalim (mais si, les promotions sur le Nutella !), ainsi qu'un desserrement du calendrier des remontées, la fréquence bimensuelle étant inutilement élevée. Pour la secrétaire d'État, « les contrôles Egalim ce sont des contrôles contre la fraude économique » qui font d'ailleurs « bouger les lignes » au sein de la grande distribution. Les collègues intervenant dans le cadre de la TN 21 LG n'ont pas fini de rire (jaune).

Solidaires Finances a également dénoncé le risque fermetures de structures dans les départements, malgré les discours rassurants sur l'interdépartementalité... qui ne portent que sur le court terme ! Mais sur toute une série de sujets (sécurité sanitaire des aliments, organisation territoriale de l'État, SGC, mutualisations) les fédérations n'ont pas reçu d'autres éléments que ceux déjà communiqués la veille en groupe de travail directionnel... Tout juste a-t-on confirmation que sur la sécurité des aliments, les différentes inspections générales ne sont pas forcément d'accord sur les conclusions...



L'INSEE a conclu un contrat budgétaire pour 2020-2022 avec la direction du budget et le secrétariat général des ministères économiques et financiers. Les effectifs baisseront de 67 ETP par an pour atteindre en 2022 un plafond d'emplois de 5044 ETPT.

Solidaires Finances a dénoncé ces nouvelles suppressions d'emploi qui viennent s'accumuler aux précédentes : entre 2014 et 2018 l'INSEE a perdu 10 % de ses effectifs, soit 130 agent.e.s en moyenne par an. Cette réduction des effectifs amène l'INSEE à abandonner des missions, notamment celles à destinations des petites collectivités, des particuliers et du secteur associatif. L'abandon d'activités dans les établissements, le manque de perspectives professionnelles et la gestion à flux tendus provoqués par ce contexte budgétaire dégradent les conditions de travail et accroissent les risques des agent.e.s.

Le Secrétaire général de l'INSEE a souligné que la baisse des effectifs marquait une atténuation par rapport aux années précédentes ! Il a également souligné que le contrat budgétaire permettait de financer les mesures catégorielles pour les enquêtrices et enquêteurs et la mise en place du RIFSEEP pour les A. Pour la santé des agent.e.s, il renvoie au dialogue social directionnel sur les conditions de travail de fin novembre.

Interrogée par **Solidaires Finances** sur le Tripode, la secrétaire d'État a renvoyé le dossier encore une fois vers le secrétariat général de Bercy.

Rien de fortuit ici mais bel et bien une politique hostile aux services publics, nocive pour les usager.e.s, favorables à quelques grands groupes industriels et financiers.

La politique de la « société de confiance » est en contradiction avec la politique du chiffre et des indicateurs toujours à l'oeuvre dans nos directions et génère de la souffrance au travail.

Solidaires Finances déplore l'absence de plan de qualification ministériel qui démontre une nouvelle fois l'absence de reconnaissance par les responsables politiques envers les agent.e.s de Bercy. Nous avons alerté la secrétaire d'État sur ce que relève l'observatoire interne ministériel sur l'état d'inquiétude des personnels, sur leur mal être voire la souffrance qui amènent certaines et certains à des gestes tragiques sur leur lieu de travail

La secrétaire d'État a systématiquement renvoyé vers le secrétariat général ou les directions, qui possèdent la connaissance technique... lesquelles pourront ensuite à loisir renvoyer la balle au ministère qui est décisionnaire. Bref, encore un beau moment de « dialogue social ».